



Front de luttes - juin 2012

CONTRE LA POLITIQUE DU CAPITAL ET DE SES PARTIS...

CLASSE CONTRE CLASSE !

Analyse du résultat des élections législatives

Le second tour des élections législatives confirme et amplifie les résultats du premier.

L'élément marquant en est le taux d'abstentions record pour ce type d'élection : près de 43% au premier et 44 au second, auquel s'ajoutent les blancs et les nuls. Cela ne saurait s'expliquer par des raisons « techniques ». L'absence de débats politiques, la réduction de la campagne à des thèmes localistes, le consensus de fait sur les questions essentielles entre les deux facettes de la même politique, celle du Capital monopoliste et financier, que sont l'UMP et le PS, sans oublier Europe – Ecologie - les Verts, expliquent cette prise de position politique, n'en déplaisent aux professeurs de Sciences - Po. Il suffit de constater que 60% des électeurs des familles gagnant moins de 1200€ par mois ne se sont pas dérangés. Et la crise de confiance touche aussi les couches intermédiaires, puisque les électeurs des familles dont les revenus sont au-dessus de 4500€ se sont tout autant abstenus.

Les politiciens de l'UMP ont subi une défaite sévère, confirmant le rejet de Sarkozy. Cependant, la montée du FN, son clair ancrage cette fois-ci, malgré les contorsions verbales de sa leader, dans ce qu'il est convenu d'appeler la droite, et sa volonté de participer à la recomposition de cette dernière sur une base plus réactionnaire encore, sont inquiétantes face à l'absence d'une force politique proposant une alternative politique réelle.

Le succès du PS et de ses épigones ne saurait faire illusion : il s'agit, comme aux présidentielles, pour une large part d'un vote par défaut. Sa politique est plus ou moins perçue non pour ce qu'elle prétend incarner (le changement), mais pour ce qu'elle va être sous l'injonction de l'Union Européenne, du FMI et de l'oligarchie financière française : une politique visant à la baisse des salaires, à la réduction des services publics avec quelques aménagements pour faire passer la potion, et une remise en cause des droits sociaux qui restent. Et ce n'est pas parce que la forme sera sûrement différente du quinquennat précédent, que le contenu en sera changé.

Les mesures, pourtant à visée électoralistes, plus ou moins annoncées jusqu'à présent, en témoignent : pas de remise en cause de la destruction du système des retraites, pas d'augmentation du pouvoir d'achat, une réforme fiscale dont on ne connaît pas les contours, un discours pro UE qui laisse à penser que les effets de manches vont faire place à des alignements en fonction des intérêts du grand Capital. Quant à la politique étrangère, il en ressort que l'armée française n'abandonnera que partiellement l'Afghanistan, au nom des engagements précédents, qu'il est non seulement hors de question de sortir de l'OTAN, mais qu'au contraire le gouvernement, qui apporte son aide multilatérale aux forces réactionnaires de Syrie, piaffe d'impatience pour une opération militaire criminelle contre la Syrie, voire contre l'Iran, tandis que toutes les bonnes raisons sont trouvées pour soutenir la puissance la plus dangereuse, la plus criminelle du Moyen Orient, l'Etat d'Israël, ainsi que les Etats arabes les plus réactionnaires comme le Qatar et le Bahreïn ! Enfin il y a de quoi s'inquiéter de voir promu au ministère de l'Intérieur Manuel Valls, dont les discours, comme les pratiques en tant que Maire d'Evry, ne le distinguent que fort peu de Claude Guéant ! Bref pour paraphraser un roman célèbre (le Guépard) : il faut que quelque chose change pour que rien ne change.

.../...

Et rien ne va changer dans ce qui touche au plus profond de la vie des travailleurs et de leurs familles, si ce n'est par la lutte pour renverser ce régime obsolète qu'est devenu le capitalisme !

Le Front de Gauche subit une sévère défaite au regard, non seulement des résultats précédents du PCF, mais plus encore du résultat aux présidentielles du Front de Gauche. Sans l'approbation du PS, il ne pourra pas former un groupe. C'est là le résultat d'un manque de définition politique voulu vis-à-vis des masses populaires et de la classe ouvrière, que l'URCF avait dénoncé dès les Présidentielles : le FG participe du consensus sur l'UE, comme une réalité irréversible, niant son caractère de classe et le caractère systémique de ce cartel d'Etats impérialistes, militairement inféodé à l'OTAN, uni contre la classe ouvrière de chaque pays et les peuples, tout en étant déchiré par des contradictions qui vont s'aiguissant entre ses deux chefs de file, les impérialismes allemand et français. Après la social-démocratie depuis l'origine, reprendre le slogan démagogique de l'« Europe sociale » sur l'air des lampions, ne témoigne de rien d'autre que de la volonté de camoufler le prolongement de la dictature de classe de l'Etat de la bourgeoisie monopoliste au niveau continental ! C'est ce dont témoignent les déclarations sur la défense de l'Euro et sur la prétendue proposition « de mettre la Banque Centrale Européenne au service de l'emploi et du progrès social » qui atteint les sommets de l'indécence politique. On ne peut prendre les travailleurs pour des imbéciles impunément ! Et dans le même temps, pas un mot sur la nationalisation des monopoles et des banques, pas même les privatisés des quinze dernières années, en particulier sous le gouvernement Jospin. Même la revendication d'une Constituante pour une sixième république n'est pas envisagée autrement que dans le cadre politique existant. Alors qu'il s'agit d'un objectif essentiel politiquement, qui ne peut être envisagé que par une mobilisation populaire s'appuyant sur des Comités dans les entreprises et dans les quartiers, qui permettent d'allier la démocratie directe à la démocratie représentative, et dont l'objectif est de porter un coup à l'appareil de domination des monopoles et de l'oligarchie financière, on se contente de nous proposer finalement un organisme technocratique pour redisposer le cadre politique de la dictature de la bourgeoisie en faisant plus de place à ... la petite bourgeoisie. En réalité, le Front de Gauche, appuyé par le Parti de la Gauche Européenne dont il est un des piliers et dont le financement est assuré par l'UE en échange du renoncement à tout projet révolutionnaire et à l'histoire du mouvement communiste, se révèle une opération destinée à freiner, entraver, et dévoyer la renaissance d'un mouvement communiste permettant à la classe ouvrière de réaliser sa tâche historique : la révolution socialiste, qui renversera le capitalisme et établira le socialisme, première étape du communisme !

Pour ce faire, il est nécessaire que les travailleurs conscients, les organisations communistes s'unissent dans l'action contre le capitalisme pour aller vers la reconstruction de ce qui fait cruellement défaut, un parti révolutionnaire, avant-garde de la classe ouvrière et des masses populaires. Ce Parti, sur la base de l'analyse scientifique des réalités, grâce au Marxisme-Léninisme, et de l'internationalisme prolétarien, unira la classe ouvrière au mouvement communiste international, et ouvrira les perspectives de réels changements politiques.

Au moment où le capitalisme fait étalage de son impuissance à surmonter sa crise et à relever les défis contemporains, les perspectives politiques ne peuvent se définir qu'en relation avec le contenu de notre époque, celle du passage du capitalisme au socialisme vers le communisme.

C'est aussi la nécessité de faire renaître un mouvement syndical de lutte de classe pour organiser la défense des salariés contre les mauvais coups qui se profilent, et d'en finir avec les syndicalistes bureaucrates qui sont prêts à toutes les capitulations pour une poignée de lentilles et pour défendre leur position sociale.

Plus que jamais la classe ouvrière et les masses populaires doivent se convaincre que l'on ne peut gagner que les combats que l'on mène. La lutte sera rude, peut être longue, mais c'est le seul chemin pour en finir avec le capitalisme en crise et préparer l'avenir de l'humanité.

L'URCF entend mener ce combat et appelle les ouvrières et les ouvriers, les intellectuels, la jeunesse, les travailleurs indépendants, à la rejoindre.

URCF, juin 2012

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1650 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont encore doublé en 2010, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%..

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1650 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement.

Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.

Veolia Eau

Une grève nationale chez Veolia Eau a été suivie par 40% des salariés, selon la direction patronale, et par plus de la moitié du personnel selon la CGT et FO, qui ont appelé le 18 juin à la mobilisation pour une augmentation générale des salaires.

"Un rassemblement a réuni 150 personnes devant le siège de Veolia à Paris. A Rennes, une opération escargot a entraîné 7 km de bouchons et à Toulouse et Nice, les directions régionales sont bloquées par des grévistes", a affirmé un responsable de la CGT qui estime à plus de 50% le taux de grévistes.

Les syndicats CGT et FO ont déposé un préavis de grève reconductible et revendiquent notamment "20 points d'indice supplémentaires pour tous les salariés ce qui équivaut à 95 euros d'augmentation pour tous", et "l'équivalent en montant pour les cadres en-dehors des grilles de rémunérations". Les syndicats demandent également "une prime de résultat de 500 euros net au minimum pour tous". Lors des négociations salariales annuelles, la direction a proposé 0,5% d'augmentation générale, alors que l'inflation générale officielle au cours de l'année 2011 est de 2,4% et que les résultats nets de l'entreprise s'établissent en centaines de millions d'euros.

Une rencontre direction-syndicats a eu lieu l'après-midi. Lors de la dernière réunion de négociation, la direction a proposé, outre une augmentation générale de 0,5%, une prime exceptionnelle de 450 à 300 euros brut, soit 240 à 360 euros net en fonction de la rémunération. Mardi la grève se poursuivait.

"On va vers un blocage. Jean-Michel Herrewyn, le patron de la branche Eau de Veolia, a décidé qu'il fallait rassurer les marchés à tout prix et ne veut donc pas d'augmentation salariale générale avant 2014-2015, la fin de son plan de déploiement Hellebore qui doit redonner de la compétitivité à l'entreprise", a dit un délégué central FO.

"Ce n'est pas suffisant, on estime qu'on est en perte de pouvoir d'achat", répondent les syndicats qui doivent cependant soumettre ces propositions aux salariés qui décideront mercredi, lors d'assemblées générales, de la suite du mouvement. Ils revendiquent toujours près de 100 euros d'augmentation et une prime de résultat de 500 euros net pour tous. Le taux de grévistes était mardi de 45%. Veolia Eau compte 15.000 salariés.

Par ailleurs, les salariés de six centres de tri d'Ile-de-France appartenant à Generis, une filiale de Veolia propreté, qui étaient en grève depuis le 6 juin, ont repris le travail lundi après avoir obtenu "500 euros de prime d'intéressement et 2% d'augmentation salariale", selon le délégué central CGT.

Rappelons que du point de vue ouvrier, l'octroi de primes ou de « parts d'intéressement » ne peut satisfaire la revendication de hausse des salaires : l'individualisation de la rémunération est un piège pour les travailleurs, car elle aboutit à la mise en concurrence entre salariés et paralyse les luttes menées contre l'exploitation patronale. L'URCF avance le mot d'ordre de classe d'intégration de toutes les primes dans le salaire.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

- Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :
- Plan national de luttes contre le chômage.
- Interdiction des licenciements.
- Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.
- Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.
- Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sealynx (sous-traitant automobile, Eure)

L'usine en redressement judiciaire Sealynx, qui fabrique des joints d'étanchéité pour l'automobile à Charleval (Eure), est en grève depuis le lundi 11 juin sur des revendications pour intégrer le groupe Renault, principal client du site.

"Tout le monde est devant la porte depuis 09H00 à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-Autonomes et l'activité est complètement arrêtée", a indiqué le délégué CGT. Cette usine, qui emploie 550 salariés, est en redressement judiciaire depuis fin avril. Deux repreneurs capitalistes se sont fait connaître, l'Américain Cooper et le Polonais Stomil Sanok, qui ont déposé des offres de reprise de l'entreprise auprès du tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine). Tous les deux prévoient le maintien d'un maximum de 400 emplois sur le site.

Mais l'intersyndicale refuse ces candidats et réclame "l'intégration" à Renault, principal client du site avec 85% des ventes. "De toute façon, c'est Renault qui décide déjà de tout ici", a affirmé le responsable CGT en rappelant que le constructeur s'est engagé à apporter 50 millions d'euros de commandes par an jusqu'en 2015.

Ouverte en 1959 par la famille Mesnel, cette usine qui a compté jusqu'à 2.000 salariés au milieu des années 1990 n'a cessé de perdre des effectifs depuis. Elle a changé plusieurs fois de propriétaire, passant successivement dans l'orbite du Britannique BTR, de l'Allemand Metzeler, du fonds écossais CVC, de ses cadres dirigeants et enfin de l'Indien Ruia, désigné comme repreneur lors d'un précédent dépôt de bilan en 2011 mais qui n'a pas donné suite.

L'URCF lutte pour la nationalisation sans indemnités des monopoles rapaces de l'automobile. Dans le secteur de l'automobile sinistré par les choix patronaux, l'URCF avance la revendication démocratique de création d'un vaste pôle de service public par la nationalisation sans indemnités et sous contrôle ouvrier des grands groupes automobiles et de tous leurs sous-traitants, afin de satisfaire les besoins, et d'assurer les emplois.

Pôle emploi (Seine-Saint-Denis).

À Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), les conseillers de Pôle emploi ont fait grève début juin. Dans cette agence, il y a 19 conseillers pour 10 021 demandeurs d'emplois, soit 527 demandeurs pour un seul conseiller. L'Etat assigne aux conseillers de pôle emploi d'accompagner la misère et d'assister la désespérance résultant de l'exploitation capitaliste. Cependant, les gouvernements UMP-PS qui se succèdent préfèrent utiliser les réserves nationales des richesses pour recapitaliser les banques et renflouer les caisses des plus gros monopoles que d'assurer aux services publics un effectif suffisant pour qu'ils puissent fonctionner. Comment fera Montebourg, ministre du "redressement productif" pour créer des emplois, alors que ni le PS ni le Front de gauche ni les Verts n'envisagent de nationaliser les entreprises qui délocalisent? Hollande a promis la création de 65 000 postes de fonctionnaires au cours de son quinquennat. Mais le non-remplacement de 13 000 départs à la retraite tous les ans ne fera pas grossir les effectifs. Au contraire, l'accumulation du travail due au développement de la précarité sociale aggravera la situation. Le Capital veut faire payer la crise aux travailleurs et au travers de la politique gouvernementale, les 1700 milliards de dettes de la France. Ainsi, le gouvernement épargne le Capital et tant pis pour la souffrance sociale et l'aggravation des conditions de travail. Les fonctionnaires de Pôle-emploi font un métier angoissant et vivent une situation stressante ; victimes souvent de l'incompréhension, ils subissent agressions verbales menaces et invectives. L'insuffisance de l'effectif met fin aux rendez-vous physiques, et submerge le personnel de contacts téléphoniques. Il faut attendre trois à quatre semaines pour avoir un rendez-vous, et le matériel mis à disposition (ordinateurs, claviers, souris, imprimantes) est sale et la plupart du temps en panne. Il y a seulement deux téléphones pour accéder au 3949 et pas d'atelier CV. Ne parlons pas de la suppression de l'affichage des offres d'emploi, effective depuis déjà plusieurs années. Les conseillers de pôle emploi n'ont plus les moyens de faire un suivi efficace pour les offres limitées de formations et d'emplois. La fusion ANPE-ASSEDIC avait entre autres pour objectif de renforcer l'efficacité du mécanisme de sanctions-exclusions des travailleurs privés d'emploi. L'instauration du 3949, que de nombreux agents avaient boycotté, supprimait la possibilité pour les chômeurs de contacter leur conseiller; ils tombaient en lieu et place sur une personne ne connaissant pas le dossier et, en cas de non-visite à un rendez-vous par exemple, s'exposaient à une radiation sans pouvoir donner d'explication. A Saint-Denis, la fusion n'a pas encore débouché sur un site mixte (placement plus indemnisation); les conseillers ne peuvent donc pas répondre aux questions sur les indemnisations des chômeurs.

La lutte des travailleurs doit s'inscrire dans la perspective du renversement du capitalisme et de la révolution socialiste. Une société débarrassée du chômage qui ferait de l'emploi la première des libertés, offrirait aux conseillers des tâches constructives sur l'orientation et la formation, avec un effectif adapté allant de pair avec des conditions de travail bien meilleures. Il faut dans l'immédiat des effectifs supplémentaires et du matériel et des locaux adaptés. L'URCF suit et soutient la lutte des travailleurs de Pôle Emploi, qui doit rencontrer la solidarité des usagers et travailleurs des autres secteurs.

Monaco, retraite des travailleurs

L'Union des syndicats de Monaco a lancé un appel à la grève, le 21 juin, pour protéger les retraites sous le coup d'une récente réforme (contre-réforme puisqu'elle dégrade la situation des travailleurs) défendue par le gouvernement et le Prince Albert II. Ce projet de loi, qui sera présenté en septembre en session extraordinaire au parlement monégasque, prévoit une augmentation des cotisations salariales et patronales dans le secteur privé. "Un smicard devrait travailler jusqu'à 67 ans pour pouvoir bénéficier d'une pension équivalente à celle qu'il percevrait à 60 ans si la réforme n'était pas adoptée", a calculé l'Union des syndicats de Monaco, dans un communiqué.

L'organisation, en désaccord avec l'alarmisme de l'Etat sur le financement des retraites, dénonce une campagne gouvernementale visant à dissuader les salariés de manifester et cesser le travail le 21 juin prochain. "Les manifestations sociales sont nuisibles pour l'image de Monaco dans le monde, selon les autorités qui ont lancé depuis plusieurs mois une opération de séduction pour attirer de riches résidents et des investisseurs fortunés, après avoir considérablement flexibilisé le droit du travail et amputé la politique salariale à l'intention de cette attractivité", dénonce l'organisation.

La réforme, visant à financer les retraites jusqu'en 2030, concerne quelque 40.000 salariés, dont une majorité de travailleurs français transfrontaliers. Le 21 juin, les travailleurs étaient plus de 1.500. Essentiellement des Français des communes avoisinantes qui font doubler chaque jour la population de la principauté.

Dans la manifestation on préfère souvent ne pas divulguer son nom. Mais un employé de banque qui habite Menton, a retenu un chiffre: "Pour avoir la même retraite, il faudra travailler 7 ans de plus." Quant à Albert, 52 ans, il n'est "pas du tout serein": "Si on laisse filer, on va finir par tout nous enlever!" Les retraités, venus par solidarité, sont plus loquaces. "Vous travaillez toute une vie et vous n'avez pas le droit à la retraite", argue ce retraité du service des égouts.

Le texte, destiné à préserver le régime des retraites jusqu'en 2050, prévoit une augmentation des cotisations patronales et salariales, ainsi qu'une baisse des points de retraite.

Seule une lutte collective et déterminée qui bloque la principauté pourra faire payer au Capital sa crise !

ArcelorMittal de Florange (Métallurgie, Moselle).

L'usine ArcelorMittal de Florange (Moselle) a été entièrement bloquée mercredi 27 juin par des ouvriers du site pour "maintenir la pression sur la direction", mais également "sur le ministre du Redressement productif", Arnaud Montebourg. Les ouvriers ont pris position vers 06H30 devant les trois entrées de l'usine, bloquant l'accès aux locaux administratifs, aux expéditions à Sainte-Agathe (Moselle) et au train à chaud au passage à niveau de Dapisch (Moselle). C'est la première fois depuis le début de la lutte -commencé à la fin du mois de février- que les trois portes de l'usine mosellane sont bloquées simultanément, à l'appel d'une intersyndicale CFDT-CGT-FO.

Début juin, le ministre du Redressement productif avait mis en place une "mission d'expertise" sur Florange, après une rencontre à l'Élysée entre le président François Hollande et des représentants syndicaux d'ArcelorMittal. Cette mission doit notamment analyser les perspectives du marché européen et mondial de l'acier et examiner les perspectives industrielles du site mosellan. Elle doit rendre ses conclusions d'ici au 31 juillet. Cette expertise semble « mal tourner », en tout cas pas dans le sens des intérêts des travailleurs. Les experts du gouvernement sont en train de nous dire que Florange pourrait tourner sans le train à chaud. C'est exactement ce que dit (Lakshmi) Mittal.... Les ouvriers ne veulent pas de cette solution. Ils veulent garder un site intégré qui maîtrise tout le processus de fabrication.

"Nous n'attendons pas de déclarations d'intention du gouvernement, mais des décisions politiques propres à faire plier (M.) Mittal", a expliqué un responsable CGT.

Les syndicats demandent depuis février le rallumage des deux hauts fourneaux de Florange, à l'arrêt depuis l'automne 2011.

Pour sauver l'emploi puis amener les luttes contre l'État capitaliste jusqu'à sa destruction, le mot d'ordre de nationalisation sans indemnité des monopoles casseurs d'emploi avec contrôle ouvrier, doit devenir le mot d'ordre de tout le mouvement ouvrier.

AstraZeneca (Chimie, Nord)

Des salariés de l'usine AstraZeneca de Petit-Synthe (Nord), près de Dunkerque, sont en grève depuis le 28 juin, pour revendiquer des effectifs supplémentaires, un mouvement qui a mis les chaînes de production au ralenti.

Une centaine des 330 salariés du groupe britannique ont formé, à l'appel des syndicats Sud et CGT, un piquet de grève qui empêche toute entrée ou sortie de véhicule de l'usine, qui fabrique des médicaments prescrits contre l'asthme, le Symbicort et le Bricanyl. Ils réclament l'embauche de huit nouveaux opérateurs en CDI.

"Il y a un ras-le-bol général du personnel, pour la simple et bonne raison qu'il y a des sous-effectifs récurrents depuis des années", explique un dirigeant de la CGT. Cette situation génère "beaucoup d'absentéisme, beaucoup de stress".

Par ailleurs, l'usine n'est pas coutumière de ce type de mouvement et en 21 ans d'existence, le site n'avait connu jusqu'ici qu'un seul mouvement de grève, en 2008, contre un plan social.

Les rumeurs autour d'un projet de plan social qui menacerait 80 salariés sont également à l'origine de cette grève.

Lors d'une réunion jeudi matin, la direction leur a notamment assuré une pérennité du site pour trois ans (...) !

Estimant insuffisantes les avancées obtenues, les grévistes, qui ont bloqué la sortie d'un camion de marchandises destinées aux États-Unis, ont voté la reconduction du mouvement.

PSA (automobile, Aulnay sous Bois).

Le 28 juin, les travailleurs de PSA de tous les sites de France et même de quelques sites étrangers manifestaient devant le siège du groupe contre la fermeture programmée de l'usine d'Aulnay sous Bois (plus de 3000 salariés, dont environ 300 en intérim). Cette usine produit la C3 dont la fin est annoncée pour 2016, et qui est aussi fabriquée à l'usine de Poissy. L'arrêt des investissements et le passage à deux équipes confortent aussi les craintes des travailleurs. Un CCE extraordinaire est annoncé avant la fin de juillet. C'est la CGT qui avait dévoilé en juin 2011 un document interne prévoyant la fermeture de l'usine d'Aulnay en 2014. Le groupe s'est rapproché de General Motors qui a acquis 7% du capital, avec qui il compte produire des automobiles en 2016. Le plan d'économies de la direction s'élève à 1 milliard d'euros et entraîne la suppression de 6000 postes en Europe dont 4300 en France. Alors que les usines ne tournent pas à plein, la direction estime à 20% les surcapacités. En 2011, le chiffre d'affaires atteignait 60 milliards pour un bénéfice net de 588 millions, contre 1,1 milliard en 2010.

À peine la lutte commencée, malgré une apparence de front commun pour le maintien du site, se profile la trahison. Le délégué central FO a ainsi déclaré, après avoir rencontré Varin: *“On a dit que l’on n’était pas dupe. Nous savons que nous n’allons pas pouvoir continuer de maintenir un site comme celui-là dans le contexte économique actuel, il est urgent de dire la vérité aux salariés et de leur proposer une nouvelle porte ouverte, du style réindustrialisation”*. (AFP). Outre le fait que de telles affirmations mettent en lumière la signification des slogans sur la réindustrialisation sous le capitalisme, c’est-à-dire rien de plus que des promesses pour faire accepter par les travailleurs les fermetures d’usines et neutraliser leurs luttes, ce discours est conséquent avec l’idéologie de la bourgeoisie qui subordonne la production à l’économie et non aux besoins. En tout cas, FO tombe déjà le masque, alors que même la présidente du SIA à Aulnay (“syndicat” maison pro-patronal (ex CSL, ex CFT) s’en tient au moins à dire qu’ *“Aulnay est une des meilleures usines du groupe. Il n’y a pas besoin qu’on la ferme”*.

Pour l’URCF, l’heure n’est plus à se lamenter ni à attendre que la direction dévoile ses intentions, mais à passer à l’offensive pour exiger la nationalisation du groupe PSA qui a reçu des milliards s’euros de subventions de l’État, et interdire la fermeture et tous les licenciements programmés. Il faut rejeter les discours fatalistes et attentistes vis-à-vis de l’État qui est au service des monopoles. Dans la continuité de la lutte de 2007, il faut aussi revendiquer partout l’embauche de tous les intérimaires, la possibilité de partir en retraite pour les travailleurs de plus de 55 ans, et 300 euros d’augmentation pour tous.

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s’avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l’humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d’assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d’avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l’opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d’opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l’hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l’absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l’éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l’isolement par les bureaucraties d’aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s’exercer à l’égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d’une courageuse combativité à l’heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l’« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L’URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs... : RER B (transport public)...

Ce n’est qu’un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l’unité, construisons un front d’alternative populaire anticapitaliste !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

06 juillet 2012

Commission ouvrière et d’entreprises de l’URCF